L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73, | NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 29 DECEMBRE 1868. | Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 29 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encaissements, dans le Quatrième District, borné par les rues Constance, Bienville, Lemoyl et St-André, avec tous les bâtisses qui s'y trouvent.

Par Montgomery Brus & Co., aux écuries de F. Limet rue Chevrier à 10½ heures, de beaux chevaux de selle et de harnais, par paire et seuls, beaux modèle d'habillement et à ville, jolie buggies couverts et découverts, harnais selle, &c. &c. Et à leur salle d'encan, rue du Camp à 11 heures. —Un assortiment général de meubles, tapis, tableaux, gravures, batterie de cuisine, etc.

Par Jos. Hicks, à 10 heures, à 76 salle d'encan 21, rue de Chartres—Chaussons pour hommes, filettes et garçons, lacets riches; habillements et marchandises sèches.

Par Jno M. Robert, au No 64 de la rue Vieille Levée—Marchandises sèches, bonneterie, &c., &c.

Par H. Simm. Marks & Co, au No 26 de la rue de Chartres—700 caisses bottes, souliers et brodequins; half-barriques de saindoux, pour matelassets.

Par Vincent & Co, au No 16 de la rue de Chartres—Cotons indiennes, cambrays, coutils, couvertures.

☞ Attention vos commerçons se rassemblent chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

ATTENTION!

Propriété améliorée à l'encan par le Shérif.

Nous appelons l'attention à la vente à l'encan qui aura lieu aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encaissements, par le ministère du Shérif, d'un terrain avec ses bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Quatrième District, borné par les rues Constance, Bienville, Lemoyl et St-André, avec tous les bâtisses qui s'y trouvent.

Vente de clôture—La vente de la magnifique collection du Signor G. B. Pandolfini sera vendu, positivement MARDI et MERCREDI, à sept heures du soir, au No 102 de la rue du Canal.

Chanteuses à l'encan.—Mercredi, 30 décembre chez MM. Louis Stern & Bros, encanteurs, vendront à leur salle d'encan, rue des Magasins, No 31, et rue Orléans, à 10 heures du matin—700 caisses de bottes, souliers et brodequins, composant un assortiment très complet pour hommes, jeunes garçons, dames, demoiselles et enfants. Ce stock d'importation toute récente, vient de nos meilleures fabriques et sera vendu en lots à la convenance des acheteurs. Les marchands de la ville et de la campagne sont invités à assister à cet encan dont les conditions seront annoncées au moment de la vente.

Grande vente de Chaussures.—Il sera vendu aujourd'hui, mardi, 29 du courant, à 10 heures du matin, par le ministère de MM. Hoffman, Marks & Co., à leur salle d'encan, No 26 de la rue de Chartres, 700 caisses de bottes, souliers et brodequins, pour messieurs, dames, demoiselles et enfants, 45 malles de chaussures assorties et 200 kegs de habits de coton pour hommes. Le tout composant un des plus beaux assortiments de la saison. Nous appelons l'attention du commerce sur cette vente qui est sans réserve et présente ainsi beaucoup de chances de succès.

VENTE DE CHEVAUX, MULETS ET VOITURES.—M. J. DÉJAN Jr, encanteur, informe les acheteurs de la ville et de la campagne qu'à partir de ce jour il vendra deux fois la semaine, les lundis et les mercredis, à 10 heures précises du matin, des chevaux, mulets et voitures, aux écuries de Jos. Elliott, au coin des rues Baronne et Gravier. 15 déc—1m

LE PROJET DE CANAL
ET LE DRAINAGE DE LA VILLE.

Dans notre numéro de jeudi dernier, nous avons abordé l'examen d'un bill relatif à un projet de canal à établir de Carrollton à l'île aux Vaisseaux et au drainage de la ville. Nous nous proposons de traiter à fond cette question qui a une importance vitale pour notre communauté.

Si étrange et si inexplicable que cela puisse paraître, il n'en est pas moins vrai que ce bill avec toutes ses dispositifs, qu'il serait trop long d'énumérer ici, a été présenté à la Législature, et ce n'est que grâce à un hasard heureux et à une énergique opposition qu'il n'a pas passé à la dernière session.

La Législature avait déjà adopté une loi accordant à certaines personnes le privilége de construire le canal en question qui devait, partant de Carrollton, traverser le cœur de la ville et aboutir au lac Catherine. Le but de cet article n'est pas de discuter le mérite ou les défectuosités de ce projet; il sera facile, lorsque le moment sera venu, de démontrer qu'il est nuisible, impraticable et absurde, et qu'il n'a pas attiré ne que dans l'esprit des visionnaires les plus insensés ou des plus rusés spéculateurs. Les privilèges accordés à cette Compagnie sont énormes et ils sont abandonnés sans qu'aucun avantage en aucun profit soit réservé en échange à la ville ou à l'Etat—sauf l'avantage plus que douteux résultant pour la ville de la permission qu'il lui est donnée d'effectuer son drainage dans ce canal, aux conditions qui pourront être arrêtées entre les parties—clause qui, cela est de toute évidence, laisse la ville à la merci de la compagnie.

Ce sont précisément les organisateurs de cette Compagnie qui sont en même temps les auteurs du projet dont l'objet est de boucleverser toutes les opérations de drainage de la ville et du voisinage, et de faire cadeau à ces messieurs de toutes les sommes impayées sur les assessements pour le drainage, afin de les aider à construire leur canal.

Non contents de cela, le bill leur fait, en outre, allouer par l'Etat 400,000 acres de terre qu'ils auront le droit de choisir à leur guise.

Pour prélever, nous le disons ci-dessus le chiffre des sommes qu'on propose ainsi de détourner de leur emploi légitime pour les prodiguer si follement. Voici les sommes qui restent à collecter sur les assessements :

Dans le 1er dist. de drainage environ $530,000
" 2d " " " 440,000
" 3e " " " 938,000

Total environ.....$1,900,000

La législature actuelle exige que ces fonds soient appliqués au drainage exclusivement par machines de nos terres; ils doivent donc, évidemment, être appliqués à leur objet légitime, ou, si cela n'est pas fait, la taxe doit être abolie et les contribuables affranchis de leur obligation. On veut, au contraire, abolir le système actuel, et, en même temps, continuer les assessements et appliquer les taxes arrachées au peuple à un but complètement différent, pour enrichir une société de spéculateurs, qui resteront exempts de toute obligation de dessécher la ville, et de diriger aucune équivalent pour cet étrange détournement de l'argent du peuple.

La dernière section de ce bill, stipule, comme unique et soi-disant équivalent, que la compagnie construira une levée de protection du côté nord de son canal pour protéger la ville contre une crue de lac, ou contre une inondation par suite de crevasses survenant au-dessus de l'intersection du canal avec le fleuve. C'est là toute la compensation qu'on exige de la compagnie.

Au nom des membres de la Législature qui ont favorisé ce bill, on allègue qu'il n'est considéré en substance comme un contrat avec la compagnie du canal pour drainer la ville, et qu'elle croyaient qu'un contrat, garanti par un cautionnement et des clauses pénales, assurerait plus efficacement que le système actuel, l'achèvement de ce travail.

Les membres qui ont pris la peine de lire ce bill ou d'en écouter la lecture n'ont pu se former une pareille opinion. Le mobile qui les a poussés à favoriser ce projet, sans aucun égard pour les intérêts du peuple, est encore à expliquer et l'occasion leur est offerte de se justifier à ce pouvoir. Ceux qui ont voté pour le projet sans prendre la peine de s'informer de ce qu'il contenait, ont aussi une explication à donner, et ils doivent saisir l'occasion de prouver qu'ils n'ont dégradé la confiance de constituants en leur mission est de protéger et non d'abandonner aux combinaisons intéressées d'agiotateurs sans scrupule.

Le bill tel qu'il est rédigé et le projet tel qu'il a été conçu par ses auteurs, ne contenaient rien qui ressemblât à un contrat, excepté ce que nous avons mentionné plus haut, c'est à dire la construction d'une levée sur le côté nord du canal. Le plus simple bon sens indique que c'est une condition nulle en ce qui concerne le drainage. Une levée de protection du côté nord de ce canal et une autre du côté sud auraient des tracées indispensables pour protéger toute la ville et les campagnes environnantes contre le danger d'être inondées à tout moment pendant les hautes eaux par une rupture dans les écluses qui refoulerait le canal au fleuve. Ainsi, la levée de protection qu'ils proposent faussement de construire comme équivalent pour l'argent et les terres qu'ils reçoivent n'est rien de plus que ce qu'ils seraient tenus de faire en vertu des principes de droit commun, sans aucune stipulation formelle; et cette levée serait, à ailleurs, forcément établie par le dépôt de la terre provenant des excavations qu'il faudrait opérer pour creuser le canal.

Mais une levée de protection en arrière du canal ne servirait qu'à protéger et non à drainer. Le colonel de la Métairie protège déjà la ville contre le Lac; le seul ouvrage additionnel nécessaire pour garantir la ville de se créer du côté du Lac et d'élever les levées de chaque côté du Vieux Canal et du Canal Neuf jusqu'à la même hauteur que le colonel de la Métairie.

Pour compléter le drainage, il ne faut que multiplier les canaux et les machines à dessécher placées sur ces canaux aux points indiqués par l'expérience comme étant les plus propices pour dessécher la ville. C'est pour cet objet que les assessements sont faits, et, cependant, d'après ce bill, cette compagnie ne serait tenue à rien de ce genre, tout en absorbant tous les fonds de drainage sans fournir aucun équivalent.

Que les membres de la Législature — ceux au moins qui sont disposés à agir consciencieusement — se renseignent à ce sujet, car le projet sera ressuscité, et on n'épargnera ni les prétextes fallacieux, ni les fausses assertions ni les sophismes pour le faire réussir.

Quel est le principe de droit, de morale ou d'honneur qui pourrait autoriser une Législature à prodiguer ainsi DEUX MILLIONS de dollars de l'argent du peuple, en détournant cette somme du but pour lequel elle a été assessée, et en la donnant sans motif à une compagnie de spéculateurs, qui se proposent de l'employer à leur profit exclusif, en déposillant les contribuables et de l'argent qu'ils ont donné et des avantages que devaient leur rapporter les travaux en vue desquels cette taxe a été établie? Quelle excuse pourrait avoir le gouverneur, que plusieurs de ses ennemis politiques ont bien de croire animé de bonnes dispositions en ce qui touche les intérêts du peuple, s'il approuvait un pareil projet, en admettant qu'il se trouve une majorité législative capable de l'adopter?

Les citoyens honnêtes et honorables savent-ils ou soupçonnent-ils les moyens à l'aide desquels on a cherché à faire passer quand même ce bill inique à la Législature? Il y a un fait qui est notoire, c'est qu'il existe des certificats d'action du "New Orleans and Ship Island Canal Company" et que des membres de la Législature se trouvaient en possession de certificats de ce genre, le dernier jour de la session, tandis qu'ils étaient plus pauvres d'autant quelques jours avant. Quels que soient les moyens qui ont été employés, ils seront de nouveau mis en œuvre. La communauté aura l'œil ouvert sur ces tripotages. Il appartient aux citoyens et aux propriétaires fonciers comme aux législateurs fidèles de veiller pour éviter la consommation de ce complot démontré. Le projet sera remis en avant, il faudra des efforts énergiques pour le faire échouer.

Si les contribuables qui paient les taxes de drainage sont mécontents de l'état des opérations de dessèchement, qu'ils demandent un changement et que ce changement s'opère dans des vues légitimes. Mais ne permettons pas à une compagnie de spéculateurs éhontés de dépouiller le peuple de son argent, de détruire tous les travaux qui ont été faits et de mettre fin à toute heureuse perspective pour l'avenir, sans la moindre promesse d'avantages équivalents pour notre commerce ou pour les intérêts de la ville et de l'Etat.

☞ Les beaux jouets, provenant des premières fabriques d'Europe, se vendent chez C. WEINGART, 51 rue Chartres.

La Loi de Lynch dans l'Indiana.

La pendaison sommaire par la populace à New-Albany, dans l'Indiana, des prisonniers Frank Keno et Charles Anderson, remis par les autorités canadiennes au gouvernement des Etats-Unis, en vertu du traité d'extradition, a provoqué de la part de la presse américaine des commentaires sévères. Le *Sun*, s'exprime ainsi à ce sujet :

"Mais, a-t-on dit, il y a quelque chose de plus grave encore que cette exécution elle-même, si coupable qu'elle soit, il y a une tache que l'Etat de l'Indiana doit avoir encore plus à cœur d'effacer.

"Il existait depuis longtemps aux environs de Seymour une bande de malfaiteurs. Ces gens étaient la terreur du pays. Leurs crimes étaient nombreux et audacieux. L'assassinat, l'incendie, le vol n'effrayaient ni leur conscience ni leur courage. Ils avaient été arrêtés maintes et maintes fois. La preuve de leurs forfaits était claire et irrécusable. Mais ils n'avaient jamais été reconnus coupables et punis. *Les tribunaux étaient le leur recruit. Ils exerçaient une grande influence politique*, et les juges et les organes du ministère public ne voulaient pas en faire justice. A la fin, le peuple a résolu de prendre lui-même l'affaire en mains, et de se défaire des bandits sans leur laisser la chance de l'impunité grâce à la connivence de la loi. Cette résolution a été exécutée. Les esprits actifs de la bande sont tombés sous les victimes de la nuit de vendredi sont les derniers.

"Maintenant, ce que nous disons, c'est que la tache que l'Indiana doit effacer de son honneur, c'est *la complicité de ses juges dans les actes de tels malfaiteurs*. Une magistrature infâme est un mal bien plus dangereux qu'une exécution illégale. C'est une terrible chose pour un groupe de population de se faire le juge et l'exécuteur de ses ennemis; mais c'est une chose encore plus terrible encore que des hommes de la loi s'accoquinent avec les pires ennemis de la société, et se fassent les complices des voleurs et des assassins.

Nous lisons d'un autre côté, dans le *Missouri* de Montreal :

L'exécution sommaire des frères Reno et de leur complice Anderson a produit une forte impression dans notre pays. Lorsqu'un accusé est ainsi remis à un gouvernement étranger, c'est à la condition qu'il subisse un procès juste et impartial; il est même strictement défendu de porter contre les prisonniers d'autres accusations que celles qui ont motivé leur extradition. A plus forte raison est-il défendu de les laisser massacrer par des bandits qui n'ont pour sanction de leur crime, que la faiblesse de la loi.

Il existe en Canada une opinion clairement formulée en faveur de l'extension du Traité d'extradition ; on veut que la liste des délits qui peuvent motiver l'extradition précédé d'autres soit augmentée, et nul doute que les tribunaux ont toujours été disposés à donner, le moins possible, le bénéfice des interprétations douteuses de cet acte.

Il est de l'intérêt de tous les pays que justice soit rendue partout, et que tous les coupables soient punis. La proximité des deux pays, la facilité des communications, ont permis à beaucoup de filous des deux nations de se mettre à l'abri des poursuites dirigées contre eux ; tous les hommes impartiaux et sans préjugés le peuvent que désirer qu'on applique un remède efficace de paralle abus, et que notre code criminel reçoive les amendements suggérés par une longue expérience.

Mais ou ne fait de traités qu'avec des nations capables de tenir leurs engagements. Si le gouvernement des Etats-Unis reclame des accusés pour les laisser massacrer avant leur procès, nous finirons par nous demander s'il est de notre honneur d'envoyer des gens à la boucherie.

La loi de Lynch n'a jamais eu d'application en Canada, et nous serons longtemps avant de nous y habituer, même chez les autres.

Tant que le Traité d'Extradition restera en force, nous exécuterons les engagements qu'il nous impose, mais en lui donnant l'interprétation la plus restreinte, et si l'exécution des accusés a lieu avant jugement, nous devons voir s'il n'y a pas lieu de refuser l'extradition de tous ceux dont la condamnation s'emporterait pas la peine capitale.

MUSIQUE ET INSTRUMENTS DE MUSIQUE—MM. CHARPEAUX & LOUBÈRE, rue Royale, No 46, annoncent aujourd'hui dans nos colonnes qu'ils reçoivent toutes des pianos des plus célèbres fabriques de France et d'Amérique, avec un système en fer perfectionné et reconnu indispensable pour la tenue de l'accord. On trouve dans la liste de leurs pianos importés les noms des premiers facteurs de pianos de France et d'Europe, ceux entre autres de Pleyel, Erard Hers, Vanpel, etc. MM. Charpeaux et Loubère qui sont eux-mêmes des artistes pleins de goût et de grands connaisseurs en musique, ont toujours en magasin les compositions les plus nouvelles pour le piano, violon, flute et autres instruments, ainsi qu'un grand assortiment de partitions, d'ouvrages, de morceaux d'opéras détachés pour toutes les forces, et les modes les plus estimées pour les commençants, etc., et tout cela à des prix aussi réduits que possible. Nous engageons les pianistes et les musiciens en général, à aller examiner le stock dont il est question avant d'acheter ailleurs. D M J

☞ Grand assortiment de Jouets chez C. WEINGART, No 51 rue Chartres, entre Bienville et Douane.

ETRENNES.—On peut couvrir beaucoup de choses en étrennes et faire cadeau de tout ce qui est utile comme de tout ce qui est agréable ou brillant ; mais les choses qui sont à la fois brillantes et durables seront toujours les mieux accueillies. Aussi, recommandons-nous avec plaisir le grand assortiment d'objets, annoncé aujourd hui dans nos colonnes par M. S. T. BLESSING, rue de Chartres, No 24. Cet assortiment se compose d'albums, bibles, chromolithographies, cadres, stéréoscopes, tableaux, etc, etc..... Un album peut occuper deux ou trois ans la personne qui le reçoit, car elle veut en remplir les pages de choses d'un grand élégance, et qui la flattent, comme un beau portrait, une belle pensée ou un joli motif du musique. Les tableaux sont des cadeaux qui restent, ils ornent brillamment les salons et perpétuent de beaux souvenirs. Tous les objets mis en vente pour étrennes par M. Blessing sont durables de leur nature, et, au moins en cela, supérieurs à tous les autres. Nous ne craignons donc pas de la signaler à l'attention du public, surtout à l'attention des personnes de goût. 8

Un ministre méthodiste distingué qui est en même temps un grand apôtre de la tempérance a dit, dans une certaine circonstance, qu'il trouvait les TRANSATION BITTERS (amer d'habitudes) partout où il allait ; que tout en condamnant un usage immodéré, il ne pouvait pas conscientieusement en défendre l'introduction dans les familles, car il en avait lui-même reconnu l'efficacité, et que cette préparation ne pouvait faire que du bien si l'on y avait recours raisonnablement et comme remède seulement. "Je vous engage, a-t-il ajouté, en s'adressant à ses auditeurs, à ne pas déboucher la bouteille trop souvent, car le tonique est trop agréable."

EAU MAGNOLIA.—Cette eau est supérieure à la meilleure eau de Cologne importée d'Allemagne et coûte moitié moins. M J S

☞ Acheter vos jouets au magasin de C. WEINGART, No 51 rue Chartres, entre Bienville et Douane.

RAPPORT MORTUAIRE.—Pendant la dernière semaine il est mort 26 personnes dont 61 appartiennent au sexe masculin, 35 au sexe féminin, (2 non classées) 60 à la race blanche, 34 à la race de couleur, et 1 non classée.

TENTATIVE DE SUICIDE.—Dimanche vers 2 heures, C. Danser a attenté à sa vie, dans son salon d'autres, rue Tchoupitoulas, près de la rue Thalie, en se coupant la gorge et en se donnant un coup de poignard au côté. Il a été transporté à l'hôpital dans un état fort précaire.

On a trouvé chez Danser $41 en billets de ville, $77 en greenbacks, $12 50 en espèces, une montre d'or, une montre d'argent, une broche, deux bagues, une croix d'or, une paire de boutons de manches, quelques papiers et un trousseau de clés.

CHARIVARI.—Il y a eu dimanche soir un charivari très bruyant rue Baronne, en l'honneur d'un couple nouvellement marié. Mais les chivaris en sont humanisés, comme toutes choses. Celui-ci a peu duré, et après un tintamarre très énergique mais très court, les porteurs de poêles et de chaudrons s'en sont allés satisfaits.

COUP DE FEU ET DANGEREUSE BLESSURE.—Le sergent Dorsay rapporte qu'à 5 heures et quart du soir, une querelle s'est élevée au coin de la rue Jackson et Nile-Levée, entre deux hommes, et que l'un d'eux, John Polard, a reçu un coup de revolver qui l'a atteint au ventre. Le blessé a été transporté au cabinet du Dr. Schulze qui a extrait la balle, mais la blessure n'en est pas moins très dangereuse. Polard refuse de dire le nom de l'homme qui a tiré sur lui et ne veut donner aucun détail.

PRIX DE BOXE.—Dimanche, deux boxeurs, O'Mealey, homme de police et Dan Carr, de St Louis, ont lutté à Half Way House pour un prix de $20 qui a été successivement élevé à $50. L'avantage a été remporté par O'Mealey à été fort maltraité. Un de ses yeux a été presque entièrement hors de son orbite. Carr a été déclaré vaincu, et chose assez singulière, il n'a pas même reçu une égratignure.

PREMIÈRE COUR DE DISTRICT.—Sur motion de l'avocat-général Lonsbarg, une accusation de vol contre Louis Johnson a été mise hors de Cour par-mi-pros.

H. C. Castellanos a fait une motion pour un second procès contre Adam Marron, condamné de meurtre. La motion sera plaidée le 9 janvier.

COUR DU RECORDER BECKER. — Un nègre accusé de s'être enfui avec un billet de $100 qui ne lui appartenait pas, pour un voyage, une maîtresse de maison de joie, rue du Bassin, et un autre nègre, accusé d'avoir filouté $10 à un monsieur, ont tous deux été renvoyés devant la Première Cour de District.

Aussi, George Washington, couleur, accusé de vol, industrie qui paraît être passée tout à fait dans ses habitudes.

COUR DU RECORDER GASTINEL.—E. Drake, James Donovan, Henry Green, G. Bromley, John Killie et Miller Herdewick, tous arrêtés comme caractères dangereux et suspects, ont été relaxés, le recorder Gastinel disant que la loi sur le vagabondage ne lui donnait aucun pouvoir de les condamner à une pénalité. Ces hommes, a-t-il ajouté, ont droit à leur liberté, à moins qu'ils ne soient trouvés, pour une offense quelconque. La loi exige, continue-t-il, comme toutes choses. Celui-ci a peu duré, et après un tintamarre très énergique mais très court, les porteurs de poêles et de chaudrons s'en sont allés satisfaits.

COUP DE FEU ET DANGEREUSE BLESSURE.—Le sergent Dorsay rapporte qu'à 5 heures et quart du soir, une querelle s'est élevée au coin de la rue Jackson et Nile-Levée, entre deux hommes, et que l'un d'eux, John Polard, a reçu un coup de revolver qui l'a atteint au ventre. Le blessé a été transporté au cabinet du Dr. Schulze qui a extrait la balle, mais la blessure n'en est pas moins très dangereuse. Polard refuse de dire le nom de l'homme qui a tiré sur lui et ne veut donner aucun détail.

PRIX DE BOXE.—Dimanche, deux boxeurs, O'Mealey, homme de police et Dan Carr, de St Louis, ont lutté à Half Way House pour un prix de $20 qui a été successivement élevé à $50. L'avantage a été remporté par O'Mealey à été fort maltraité. Un de ses yeux a été presque entièrement hors de son orbite. Carr a été déclaré vaincu, et chose assez singulière, il n'a pas même reçu une égratignure.

PREMIÈRE COUR DE DISTRICT.—Sur motion de l'avocat-général Lonsbarg, une accusation de vol contre Louis Johnson a été mise hors de Cour par-mi-pros.

H. C. Castellanos a fait une motion pour un second procès contre Adam Marron, condamné de meurtre. La motion sera plaidée le 9 janvier.

COUR DU RECORDER BECKER. — Un nègre accusé de s'être enfui avec un billet de $100 qui ne lui appartenait pas, pour un voyage, une maîtresse de maison de joie, rue du Bassin, et un autre nègre, accusé d'avoir filouté $10 à un monsieur, ont tous deux été renvoyés devant la Première Cour de District.

Aussi, George Washington, couleur, accusé de vol, industrie qui paraît être passée tout à fait dans ses habitudes.

COUR DU RECORDER GASTINEL.—E. Drake, James Donovan, Henry Green, G. Bromley, John Killie et Miller Herdewick, tous arrêtés comme caractères dangereux et suspects, ont été relaxés, le recorder Gastinel disant que la loi sur le vagabondage ne lui donnait aucun pouvoir de les condamner à une pénalité. Ces hommes, a-t-il ajouté, ont droit à leur liberté, à moins qu'ils ne soient trouvés, pour une offense quelconque. La loi exige, continue-t-il, comme toutes choses. Celui-ci a peu duré, et après un tintamarre très énergique mais très court, les porteurs de poêles et de chaudrons s'en sont allés satisfaits.

CONFLAGRATIONS, BOMBONS—Un des plus jolis étalages en fait de cartonnages, de bonbons et liqueurs, pour les fêtes de la Noël et du jour de l'an, est bien certainement celui de MM. DEBONS & BONNECAZE, confiseurs, rue Royale No 157, encoignure St-Pierre. Nous recommandons cette maison, comme ayant avantageusement et depuis si longtemps dans notre ville, aux dames et à toutes les personnes qui savent apprécier les confiseries délicates, les pâtisses très recherchées, les friandises succulentes et les liqueurs fines. ☞

☞ Jouets. Jouets, Jouets—C. WEINGART No 51, rue Chartres, entre Bienville et Douane

VIN ET HUILE.—MM. BLANCHIN & GIRAUD, 63, Vieille Levée, ont reçu, par le navire *Marietta*, de Marseille, un grand envoi de vins rouges et d'huile Plagniol, de qualité supérieure. Nous y appelons l'attention toute particulière du commerce et des familles. La maison Blanchin & Giraud, une des plus honorables de notre place, se recommande par sa droiture commerciale et l'excellence des articles qu'elle importe.

CHRONIQUE LOCALE.

LA DIFFÉRENCE ENTRE LA RESPONSABILITÉ D'UN ASSOCIÉ ET CELLE D'UN FACTEUR A ÉTÉ PROMPTEMENT par le juge Collens, de la Septième Cour de District, dans l'affaire de Miss Catherine Menge contre Garbini et Patrovich et Fiorella, la plaignante étant représentée par MM. Sambola et Quoros, les défendeurs par MM. Sandjer et Mashard.

Mme Catherine Menge, la plaignante, pour-suit Garbini et Patrovich pour un billet de $1000. Le billet a été tiré par Fiorella en faveur de lapplaignante, en date de la première fois quominée, du 1er février 1868, et payable à 60 jours après date.

Il est allégué que Garbini, Patrovich et Fiorella, ont été associés dans le commerce et il est soutenu qu'ils sont solidairement responsables pour la part du prix d'une cargaison d'oranges, représentée par le billet qui aussi allégué avoir été donné par Fiorella, qui est le seul tireur apparent, comme une part du prix de ces oranges.

Garbini et Patrovich ont nié toute association avec Fiorella, et n'ont ser ce point que l'affaire a été jugée.

Les preuves révèlent que dans l'été de 1866, la raison commerciale de Garbini et Patrovich d'un côté et Fiorella de l'autre, ont fait une convention verbale. Les traits principaux étaient les deux parties devaient fournir l'argent et, chacun argent, Fiorella qui fait le trafic des oranges en pays, était chargé d'acheter des récoltes d'oranges dans la paroisse de Plaquemines, et-voyer ces récoltes à Garbini et Patrovich, qui devaient les vendre, et les profits en être partagés comme suit : un tiers pour Fiorella et les deux tiers pour Garbini et Patrovich. On ne devait employer probablement que le nom de Fiorella dans ces opérations. La part Fiorella suivi cette règle d'une manière invariable. Fiorella livrait les traites—ils les payaient; la fournissement au loupre pour transporter les oranges en ville ; Fiorella leur rendait un compte des hommes.

La saison de 1867 n'ayant donné que des pertes pour l'état, la raison commerciale a cessé quelle quand G. et P. refusèrent de payer les dettes encourues par Fiorella. Pendant cette saison ce dernier contribua de 12,000 à 13,000 piastres et G. et P. de 14,000, et les oranges furent vendues par les derniers.

Le billet poursuivi fut donné par Fiorella pour la part de la plaignante en 1867, $2000 étant payés de compte et la récolte étant vendue pour $3000.

La plaignante dit qu'à l'époque de la vente Fiorella dit que lui et ses associés étaient bons pour le montant et soutient que le billet fut fait par un membre d'une association formée pour le but de faire l'acquisition des oranges du pays, et que les associés étaient conséquents responsables. (Story on promissory notes, sec. 73. 6. n. a. 50 ; and 84 ; 289, 3. n. a. 519.)

Les défendeurs, Garbini et Patrovich, soutiennent qu'ils étaient les facteurs, non les associés de Fiorella, et ne sont pas engagés par ses billets et ses traites, à moins qu'ils n'eussent été acceptés par eux (14 An. 525 ; Pill. on Ev., Vol. 3, p. 127).

Le ne trouve pas que les relations de G. et P. puissent être classées comme celles de facteurs. Ils avaient un intérêt de propriétaire dans le stock, et ayant seulement un droit de partager les profits. Il y a plusieurs circonstances matérielles qui les mettent en dehors de cette catégorie.

Une partie du capital investi était celui de Garbini et de Patrovich.

Ils étaient propriétaires associés jusqu'à concurrence de leur part stipulée dans l'entreprise.

Fiorella n'avait aucun droit de disposer de cette propriété, mais il l'eut fait il eût été obligé d'en rendre compte.

Un facteur n'a aucun droit spécifique ou de propriété aux marchandises qui ne lui ont pas été consignées.

Il y avait une association ; les affaires ayant été faites au nom de Fiorella seulement, les billets en conséquence sont obligatoires pour la raison sociale.

Décret en faveur de la plaignante suivant la pétition.

GROSSE RÉCOMPENSE.—M. Creecy, inspecteur du revenu de l'intérieur pour la Louisiane, est allé à Washington et sera absent pas de temps. On dit qu'il a suspendu d'office M. A. W. Norcross, collecteur du Bureau pour cet Etat, et un autre que ses services pendant les fêtes de Noël seulement dans cette ville lui donnent droit à une récompense s'élevant à $36,000.

VALEURS RARES.—Le montant des saisies de tabac qui viennent d'être exécutées en cette ville, est d'environ $80,000.

SOCIÉTÉ D'ÉDUCATION HÉBRAÏQUE.—L'assemblée régulière de cette Société a eu lieu lundi dans la maison d'école qui lui appartient, rue Calliope. On a lu un rapport suivant lequel il y a 146 élèves dans l'école. 21 sont des bénéficiaires. La recette provenant des 125 autres donne $565. La fête tenue l'année passée pour le profit de l'institution ajoute à cette recette $3,463.

Le fonds de bâtisse présente une balance de $4,342. Une somme de $18,767 a été payée pour la construction. Le Trésor de l'école a reçu $10,934 la semaine dernière.

ORDONNANCE POUR LES GREENBACKS.—Le maire a signé hier l'ordonnance requérant que le payement des licences et taxes soit fait en greenbacks.

STEAMERS COULÉS BAS.—Les steamers Monsoon et St-Nicholas ont tous deux coulé bas dans la Rivière-Rouge, le premier au débarcadère d'Fred'hommes et le second dans le voisinage des châtes, au-dessus d'Alexandrie.

MUSÉE DU CRESCENT CITY.—M. Ames, propriétaire de ce musée si populaire, rue St-Charles, No. 42, y ajoute tous les jours un attrait nouveau. Ce soir c'est une grenouille, toutes sorte à 7 et à 9 heures, il mange, fume et boit sous l'eau, pendant plusieurs minutes à chaque fois ; M. Greiner, expert dans l'art de la verrerie et qui forme des arabesques et toutes espèce d'articles bons pour étrennes ; la jolie Circassienne, Zalma Aja ; la dame naine, de 35 pouces de haut ; la fille à deux têtes ; Mlle Elles, une autre naine ; Mme Hawkins, la dame barbue ; Montaye, le violon sqeletée ; une variété de beaux tableaux ; plusieurs licencieux, âgés de 14 semaines seulement ; et d'autres curiosités trop nombreuses pour être mentionnées ici. Une visite au musée ne peut être que fort intéressante. 11

COUR DES ETATS-UNIS.—Cette cour a entendu hier le général Ronseau en faveur de W. G. Mank, qui a servi sous lui. On se rappelle que Mank est accusé d'avoir détourné des valeurs renfermées dans des lettres au bureau de la poste. L'affaire sera continuée le 11 janvier.

FAITS ET NOUVELLES.—On écrit que le colonel Case, receveur de la libre banque nationale, sera nommé collecteur du Revenu de l'Intérieur pour ce district à la place du général Sheridan, qui a donné sa démission.

Le maire Conway a révoqué la licence pour l'exhibition de l'homme-vapeur dans la première partie de la rue St. Charles, comme contrevenant aux ordonnances. On croit que la fameuse machine sera produite un peu plus loin, place Tivoli, ou dans l'ancien local de la gare du chemin de fer de Carrollton, près de cette place. Disons en attendant que la machine fonctionne admirablement bien. L'homme court avec une rapidité merveilleuse et s'arrête très facilement et promptement. Tout le monde voudra aller voir cette invention sans pareille.

Quinze jours ne s'étaient pas encore écoulés, que cette même femme, avide de mettre la liberté à profit, donnait chez elle un rendez-vous nocturne au contre-maître de l'Alsacien.

Sur les sept accusés, il n'y en a qu'un qui ait été jusqu'au bout de sa culpabilité ; c'est la femme Dye. Mais l'énergie avec laquelle sa fille a soutenu le récit qu'elle avait fait de la complicité de cette seconde ne permet pas de douter que la vérité ne soit de ce côté. La femme Piayol, qui avait aussi commencé par soutenir que Josephine Fabrielle l'accusait injustement, a été obligée de changer de langage quand elle a vu Joye appuyer de ses déclarations les révélations de Josephine.

Quant à Joye, c'est en vain qu'il essaye d'atténuer en rejetant toute responsabilité par quelques dénégations partielles ; l'ensemble des faits proteste contre le rôle d'instrument passif et innocent qu'il voudrait s'attribuer. Ce rôle est d'ailleurs contradictoire avec une partie de ses aveux ; il n'est pas moins démenti par toutes les découvertes de substances vénéneuses qu'on a faites chez lui et notamment dans cette chambre de la rue Saint-Antoine et dont il n'est bien gardé de révéler l'existence et qu'on n'a connue que malgré lui. "

Le *Phare de Marseille* contient des détails inédits et d'un puissant intérêt sur l'affaire des empoisonnements.

François Joye a quarante six ans. C'est un homme de taille moyenne, solidement charpenté, à la face large et commune. Ses traits sont profondément marqués des traces de la petite vérole. Ses cheveux sont noirs et abondants, des favoris touffus et coupés ras encadrent son visage.

La femme Villa compte quarante et un ans. Elle est plutôt petite que grande. Sa chevelure est rare et grisonnante. Ses traits sont intelligents, sa bouche est dégarnie. Elle paraît très ordonnée aux affaires.

La femme Gabriel a conservé, avec ses vingt ans, une figure d'ingénue, un peu ronde et comme paysanne. Des yeux bleus concourrent à imprimer à sa physionomie un caractère particulier de douceur et de bonté.

Le jeune Gabriel est ainsi de nombreux amants, et elle n'a pas eu trouver un qui lui inspira sans doute un goût plus vif et plus durable que ses devanciers, car elle était très désolée de ses froideurs. Cet amant était un contre-maître de l'Alcazar, Josephine l'avait vu avec passion aux moyens de le ramener vers elle ; elle crut qu'un de ces moyens, c'était de consulter un sorcier. On lui avait parlé de Joye comme s'acquittant de ce rôle à merveille. elle se rendit chez lui en compagnie de la femme Peyot et l'initia à ses prétendus secrets. Joye ne manque pas de répondre que le contre-maître de l'Alcazar était, au fond, plein de tendresse pour Josephine, et que la part à lui proposé, pour faciliter ses relations avec son amant, de la débarrasser de son mari.

Le premier mouvement de la femme Gabriel fut de repousser cette proposition ; mais en même temps elle en fit part à sa mère, qui la trouva beaucoup plus de son goût et promis virtuellement son concours. Enflant de l'influence qu'elle avait en gagner sur sa fille, elle lui représenta combien un double veuvage les rendrait libres et heureuses ; car la femme Dye, isolait, disait-elle, sur de l'occasion pour faire, elle aussi, subir le même sort à son mari. Cet odieux langage ne triompha pas tout de suite des répugnances de la jeune femme ; la fin cependant elle se laissa convaincre et retourna chez Joye, pour concerter avec lui la mort du quatrième époux.

La femme Fiayol l'accompagnait cette fois encore. Elle avait bien quelque inquiétude pour l'avenir ; mais elle se rassurait en suggérant Josephine à brûler un cierge à la " bonne mère," pour obtenir de la protection divine que le crime ne fût pas découvert. Bientôt tout fut convenu entre les trois femmes et cette science. La femme Fiayol devait servir de médiatrice entre Joye et la femme Gabriel.

Par un intermédiaire, Joye se fit successivement délivrer les poisons nécessaires à l'accomplissement du crime, et en une huitaine de jours, du 30 juillet au 8 août, il était, en effet, définitivement accompli.

Lorsqu'un mois plus tard, la justice fit exhumer, pour l'interroger, le cadavre de Gabriel, on y trouva une quantité considérable d'arsenic, témoignage éloquent de l'attentat et de la promptitude avec laquelle il avait été consommé.

Pour prix de ce nouvel homicide, Joye a reçu pendant qu'il se commettait 100 francs d'argent, et c'est fait consacrée ensuite deux billets de 500 francs chacun. La femme Gabriel, imprévoyante, n'a pas songé à demander à son amant de fer de Carrollton, près de cette place. Disons en attendant que la machine fonctionne adm